ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES 2017

LES **PROPOSITIONS « SANTÉ »** DES CANDIDATS EN *5* TABLEAUX

TOUT SAVOIR SUR LES PROPOSITIONS "SANTÉ" DES CANDIDATS EN TABLEAUX

INSTITUT POUR LA PROTECTION DE LA SANTÉ NATURELLE

Offert par l'Institut pour la Protection de la Santé Naturelle
www.ipsn.eu

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES 2017 : LES PROPOSITIONS « SANTÉ » DES CANDIDATS EN 5 TABLEAUX

Chère lectrice, cher lecteur,
Ces élections sont un peu folles. Surtout, elles sont décevantes. Alors que nous sommes face à des ***enjeux majeurs pour notre pays****, les sujets de fond ne semblent jamais abordés. Ces élections auront été plus politiques, voire politiciennes, que jamais.*

La santé aura été la grande absente des débats. On aura parlé de la dette, un peu de l'organisation du système de santé mais pas des vrais sujets : la politique de prévention, le rôle des médecins, la politique vaccinale, la dégradation de l'air, de l'eau, la reconnaissance des médecines alternatives complémentaires et des compétences de ceux qui les portent etc.
Pour autant, les candidats n'ont pas été muets sur la santé. Nous avons demandé à un journaliste de recueillir toutes les informations possibles sur les propositions des présidentiables.
Deux grands constats se dégagent :
>> La plupart des candidats ne s'intéressent pas aux médecines complémentaires et alternatives ou bien l'ignorent globalement;
>> Tous les candidats ont mis en avant une ou deux propositions intéressantes. L'un veut développer le bio, l'autre s'inquiète des OGM, un autre encore parle de vaccins… Ils n'ont pas de vision globale de la santé et de la prévention.

Pour autant, si nous prenions les bonnes idées de chacun, nous arriverions à un programme de santé publique intéressant !
Nous vous laissons ***découvrir les engagements grâce à cinq tableaux récapitulatifs****. Nous y avons souligné les idées importantes.*
En espérant que cela puisse vous aider à faire un choix !

Naturellement vôtre,

Augustin de Livois
Président de l'Institut pour la Protection de la Santé Naturelle

---

Comment s'abonner à Alertes Santé ?

Pour recevoir *Alertes Santé*, notre lettre gratuite d'information sur la santé naturelle, merci de compléter le formulaire disponible ici.
Tout ce qu'il faut pour savoir pour comprendre et choisir sa médecine !

Les devises des candidats pour la santé

(Classés par ordre alphabétique)

ARTHAUD : « Une médecine gratuite pour tous financée par les laboratoires. »

ASSELINEAU : « Mettre un terme à la marchandisation de la santé et refuser de la soumettre aux règles de la concurrence. »

CHEMINADE: « Arrêtons la privatisation de la santé publique. »

DUPONT-AIGNAN: « Arrêtons de démanteler la Sécurité sociale. »

FILLON: « Désétatiser le système de santé. Faire du médecin traitant l'acteur central du parcours de soin. »

HAMON: « L'activité physique prescrite par un médecin sera remboursée pour les malades chroniques. »

LASALLE: « Sauvegarder la biodiversité. »

LE PEN : « Protéger la complémentarité du double système de santé public et libéral. »

MACRON: « Conduire la révolution de la prévention pour passer d'un bon système de soins à un bon système de santé. »

MÉLENCHON : « Faire passer la santé d'abord et pour tous. »

POUTOU : « Combattre le rabotage permanent de la Sécu. »

Sommaire

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES 2017 : LES PROPOSITIONS « SANTÉ » DES CANDIDATS EN 5 TABLEAUX **1**

TABLEAU N°1 : Organisation et économie de la santé 6

TABLEAU N°2 : Prise en charge de la maladie : santé publique et rôle du pharmacien 8

TABLEAU N°3 : Liberté scientifique et bioéthique 12

TABLEAU N°4: Agriculture et environnement 16

TABLEAU N°5: Prévention 17

L'IPSN veilleur et lanceur d'alerte 19

Nous avons besoin de vous ! 19

TABLEAU N°1 : Organisation et économie de la santé

	Organisation de la santé	Économie de la santé
ARTHAUD		
ASSELINEAU	. Stopper les regroupements d'établissements et redonner l'indépendance à la médecine de ville comme en milieu hospitalier (en particulier la recherche au sein des CHU) en regroupant le nombre d'organismes de contrôle. . Réexamen de tous les projets de fermetures d'hôpitaux et de maternité sur le territoire national.	
DUPONT-AIGNAN	**> Hausse du numerus clausus à + 10.000 praticiens par an.**	> Mettre en place un modèle de santé préventif s'appuyant sur les nouvelles technologies et les nouveaux outils de dépistage qui permettra de diminuer les dépenses de Sécurité sociale.
DUPONT - AIGNAN	**> Hausse du numerus clausus à + 10.000 praticiens par an.**	> Mettre en place un modèle de santé préventif s'appuyant sur les nouvelles technologies et les nouveaux outils de dépistage qui permettra de diminuer les dépenses de Sécurité sociale.
FILLON	> Développer l'hospitalisation à domicile et les soins en ambulatoire pour tous les patients dont la pathologie ne nécessite pas un hébergement à l'hôpital. > Remboursement des téléconsultations. > Mise en place du Dossier médical personnel (DMP) informatisé qui permettra de mieux suivre les parcours de soins et d'éviter ainsi la répétition des mêmes actes médicaux.	> Ramener l'assurance maladie à l'équilibre d'ici à 2022 en faisant 20 milliards d'euros d'économies en cinq ans, en luttant contre toutes les sources de « non-qualité » du système de santé : soins redondants ou inutiles, non- observance des prescriptions, maintien en activité d'établissement de faible qualité, mauvaise coordination des soins, recours excessif à l'hôpital, prévention insuffisante, fraudes et abus, bureaucratie excessive.

HAMON	> Développer la silver économie, les technologies, l'accompagnement des personnes à domicile avec des outils adaptés. > Création d'une mission nationale d'accès aux soins pour appuyer et coordonner l'installation des médecins. > Remise en cause du principe de la liberté d'installation (retrait du conventionnement des médecins qui s'installent en zone surdotée).	> Revoir les allègements de cotisations aujourd'hui sacralisés permettra de financer des politiques de santé et de prévention plus justes.
MACRON	> Déverrouillage massif de l'accès à la télémédecine, levier de lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé. > Doublement du nombre de maison de santé sur tout le territoire d'ici 2022.	> Réaliser, grâce à un rythme maîtrisé de progression des dépenses de santé, 15 milliards d'euros d'économies sur cinq ans.
MÉLENCHON	> Combler les déserts médicaux et créer un corps de médecins généralistes fonctionnaires rémunérés pendant leurs études, afin de pallier l'insuffisance de médecins dans certaines zones.	
LASALLE		
LE PEN	> Protéger la complémentarité du double système de santé public et libéral. > Relèvement du numerus clausus. > Développement de la télémédecine. > Généralisation du Dossier médical partagé (DMP). > Transfert de nouvelles compétences aux professionnels de santé : prérogatives de vaccination, de prévention et de suivi par des dispositifs de santé connectée pour les pharmaciens ; compétences de suivi des patients chroniques pour les infirmiers ; délégation de tâches entre ophtalmologistes et orthoptistes, reconnaissance médicale des	> Garantir la Sécurité sociale pour tous les Français ainsi que le remboursement de l'ensemble des risques pris en charge par l'Assurance maladie. Pérenniser son financement en simplifiant l'administration du système, en luttant contre la gabegie financière et en investissant dans les nouveaux outils numériques pour permettre des économies durables.

	psychologues… > Maintenir au maximum les hôpitaux de proximité, développement des maisons de santé (petites urgences). > Donner une place aux malades et à leurs proches, via les associations qui les représentent, dans les prises de décision qui les affectent.	
POUTOU		> Assurer à l'ensemble de la population le droit, sans conditions ni restrictions, aux « services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin » (définition de l'OMS), par le remboursement à à 100 %, de tous les soins et actes médicaux utiles.

TABLEAU N°2 : Prise en charge de la maladie : santé publique et rôle du pharmacien

	Santé publique	Pharmacie
ARTHAUD	> Débat public sur le cannabis & l'alcool chez les jeunes	> Médecine gratuite pour tous financée par les laboratoires.
ASSELINEAU	> Interdiction de tout « puçage » sur les êtres humains.	> Refus de la dérégulation du métier de pharmacien, conséquence des traités européens. > Relancer, par une politique publique, la production des médicaments en France. **> Obligation légale pour l'industrie pharmaceutique de fournir la forme trivalente (diphtérie, tétanos, poliomyélite).**
CHEMINADE	> Assurer un soutien psychologique digne de ce nom dans chaque structure hospitalière, en coordination avec le corps médical.	**> Réduire les dépenses de produits somnifères, anxiolytiques et thymorégulateurs, (société plus juste et moins anxiogène).** > Revoir le mode de rémunération des pharmaciens pour qu'ils ne dépendent plus de l'industrie pharmaceutique. **> Exiger l'indépendance absolue des experts lors de la mise sur le marché de nouveaux produits.** > Contrôler plus sévèrement les prix des molécules innovantes. > Stopper les autorisations de mise sur le marché de fausses nouveautés visant à contourner les génériques.
DUPONT-AIGNAN	> Interdiction des antennes-relais à proximité des lieux abritant des personnes fragiles.	**> Évoluer vers un système de remboursement basé sur l'efficacité individuelle, mesurée, pour chaque médicament.** > Favoriser la synergie entre les laboratoires publics (recherche fondamentale) et des laboratoires privés (recherche appliquée).
FILLON		> Ouverture des médicaments non-remboursés dans les grandes

		surfaces. > Favoriser l'évolution de la profession de pharmacien en préservant son caractère indépendant, libéral et réglementé. > Renforcer le rôle du pharmacien dans le parcours de soin, avec de missions de conseil, éducation thérapeutique. > Favoriser le remboursement des produits innovants (concertation avec la Haute Autorité de Santé)). > Garantir à tous les Français l'accès à l'innovation thérapeutique et aux nouveaux médicaments. > Non remboursement des médicaments inefficaces. > Renforcement de l'utilisation des génériques et des biosimilaires
HAMON	**> Lutte contre les pesticides et les perturbateurs endocriniens.** > Légaliser le cannabis. **> Remboursement des activités sportives prescrites par un médecin pour les affections de longue durée (diabète, cancer...).** > Perturbateurs endocriniens : interdiction de l'importation des pesticides dangereux et principe de précaution. **> Plan "Alimentation & santé publique" : pour lutter contre l'obésité et les maladies endocriniennes.** > Meilleure prise en charge des maladies professionnelles et des nouvelles pathologies au travail (burn-out, dépressions).	> Garantir l'accès aux médicaments innovants, > faire baisser le prix et distribuer les médicaments à l'unité pour limiter le gaspillage et l'automédication dangereuse.
LASALLE		
LE PEN	**> Réorganiser et clarifier le rôle et les obligations des agences de sécurité sanitaire et alimentaire et assurer leur indépendance**.	> Prise en charge par l'assurance maladie des thérapie dont l'efficacité est reconnue scientifiquement. > laisser le choix aux patients entre un traitement médicamenteux

	> Prise en charge de la santé psychique, actuellement bloquée, souvent pour des raisons idéologiques (bilans neuropsychologiques et séances de remédiation cognitive). > Renforcement du droit à l'oubli.	et une thérapie non médicamenteuse. > Baisser le prix des médicaments coûteux (+ de génériques) > Vente à l'unité des médicaments remboursables. > Protéger le maillage territorial des acteurs indépendants de la santé (pharmacies, laboratoires d'analyses...).
MACRON	**> Développer la prise en charge de la souffrance** dans l'intérêt du patient selon les indications de la Haute Autorité de santé (par ex. la sophrologie). > Rétablissement du remboursement à 100% du traitement de l'hypertension artérielle (HTA).	**> Généralisation de la vente de médicaments à l'unité**.
MÉLENCHON	> Légaliser et encadrer la consommation, la production et la vente de **cannabis**. **> Éradiquer les maladies chroniques liées à l'alimentation :** - **lutte contre l'obésité,** - **la malbouffe,** - **les abus de sel,** - **sucres et graisses**	> Créer un pôle public du médicament pour : - faciliter l'égal accès aux traitements, - protéger la recherche de la finance et supprimer l'influence des entreprises privées dans les activités médicales et hospitalières, > Arrêt de l'accès libre des visiteurs médicaux à l'hôpital public.
POUTOU		

TABLEAU N°3 : Liberté scientifique et bioéthique

	Liberté scientifique, recherche	Bioéthique
ARTHAUD		> Soutien à l'euthanasie passive garantie par la loi Claeys-Léonetti en > Autoriser clairement la sédation profonde. > Soutenir le droit de pouvoir s'appuyer sur « une aide active à mourir ».
ASSELINEAU	> Libérer la santé de la mainmise des acteurs privés. > Favoriser la recherche indépendante et publique. > Redonner à la recherche hospitalière son indépendance vis-à-vis des agences régionales de santé et des cartels pharmaceutiques.	
CHEMINADE	> L'innovation doit être promue: - développement de l'ambulatoire, - multiplication des robots chirurgiens et la recherche sur les biotechnologies.	> Etendre le nombre d'unités de soins palliatifs et leurs moyens
DUPONT-AIGNAN		> Renforcement de l'interdiction pénale de la GPA. > Interdiction de de la PMA pour les couples homosexuels.
HAMON	> Création d'une commission permanente sur les enjeux éthiques et sociaux liés aux avancées scientifiques et à la révolution numérique.	> Garantie d'un droit à mourir « dans la dignité ».
FILLON	> Réécrire le principe de précaution pour favoriser l'innovation responsable. > Favoriser l'innovation : - Développement de société innovantes	> Pas de légalisation de l'euthanasie, maintien des limites fixées par la loi Claeys-Leonetti du 2 février 2016. > Interdiction de la recherche sur l'embryon.

	- Renforcer l'innovation à l'université - Soutien à la recherche et à l'innovation française (souveraineté sanitaire)	> Maintien de l'interdiction de la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules. > Interdiction de la GPA.
LA SALLE		
LE PEN	. Soutien des **start-ups** innovantes du domaine biomédical par la création d'un fonds 100% public d'aide à l'innovation en santé. . Soutien de la recherche sur les maladies orphelines et les pathologies rares, notamment les pathologies de l'enfant.	. Maintien de la loi Claeys-Leonetti sur la fin de vie. Développer les **soins palliatifs.** **.** Maintenir l'interdiction de la **GPA** et réserver la **PMA** comme réponse médicale aux problèmes de stérilité.
MACRON	. Soutien de la recherche en santé environnementale et sur les risques d'exposition aux **substances à risque**. . En cohérence avec l'accord de Paris, interdire l'exploration des **gaz de schiste**.	. Ouverture de la **PMA** aux femmes seules et aux couples de femmes. . Refus de la GPA, mais reconnaissance automatique de la filiation des enfants nés par GPA à l'étranger.
MÉLENCHON		> Soutenir la recherche publique sur la **l'humanité augmentée** (+ concertation éthique et citoyenne). > Constitutionnaliser: - la non-marchandisation du corps humain - **le droit fondamental de disposer de soi en toutes circonstances** : droit de mourir dans la dignité (y compris avec assistance). > Accès garanti à des soins palliatifs. > Droit à la **PMA** pour toutes les femmes. > Interdiction de la **GPA**.
POUTOU	**> Interdiction et dénonciation de tous les brevets sur le vivant.**	

TABLEAU N°4: Agriculture et environnement

	Environnement	Agriculture & agriculture biologique
ARTHAUD		
ASSELINEAU	. Remplacer la PAC par la PNA (Politique Nationale Agricole) et réorienter la politique agricole vers la qualité des aliments et la préservation de l'environnement.	. Remplacer la PAC par la PNA (Politique Nationale Agricole) et réorienter la politique agricole vers la qualité des aliments et la préservation de l'environnement.
CHEMINADE	> Extension du ferroutage pour éviter l'encombrement par les camions > Recherche sur la voiture à hydrogène	> Arrêter d'accumuler les normes et réglementations « écologiques » ou « climatiques ». > Combattre l'oligopole des quatre grandes centrales d'achat. > Multiplier les circuits courts afin de couper les ailes aux vautours financiers. > Réserver une partie de la commande publique aux producteurs locaux.
DUPONT-AIGNAN		**> Interdiction des OGM.** > Renouer avec les 3 volets de la PAC : préférence communautaire, prix garantis et quotas. > Privilégier l'indépendance alimentaire nationale.
HAMON	> Arrêt du diesel à horizon 2025 pour les voitures neuves. **> Interdire les pesticides dangereux et les perturbateurs endocriniens** > 50% d'alimentation bio dans la restauration collective. **> Préserver la biodiversité: création d'un Conservatoire des terres agricoles.** > Développement du biomimétisme.	**> Favoriser l'agriculture biologique pour réduire l'exposition aux perturbateurs endocriniens.** > Encourager une alimentation équilibrée et bio (signalétique). > Favoriser le développement de cultures maraîchères aux abords des villes. **> Soutenir les associations favorisant les circuits courts**

	> Inscription dans la Constitution de la préservation des **biens communs environnementaux, comme l'eau et l'air.** > Organisation de conférences de consensus lorsqu'est établie l'existence d'un lourd impact écologique d'un grand projet d'investissement local ou national, pour permettre l'émergence de solutions devant allier économie, social et écologie.	**comme les AMAP.** > Défendre une politique agricole commune (PAC) qui prévoit des mécanismes de régulation des marchés et des risques, et donne une priorité aux petites et moyennes exploitations.
FILLON	**> Lutter contre la pollution liée aux perturbateurs endocriniens qui affectent les publics fragiles.** > Développer les transport urbains électrique. > Surveiller le contrôle technique des véhicules les plus polluants. > Mieux utiliser les ressources naturelles renouvelables, (bois et la géothermie). > + de recherche sur le stockage du carbone. > + de protection de la biodiversité. > Protéger les pollinisateurs.	**> Étendre le système des tickets restaurant à un « chèque circuit -court » pour permettre aux salariés d'utiliser leurs tickets pour acheter les produits locaux.** > Fonder la PAC 2020 sur la gestion des risques et sur le soutien à l'investissement + maintenant à l'euro près le budget actuel.
MACRON	**> 50 % d'alimentation bio dans la restauration collective.** > Convergence de la fiscalité du **diesel** et de l'essence. > Prime de 1000 € pour l'achat d'un véhicule neuf ou d'occasion moins polluant. > Favoriser les transports propres. > Interdiction des perturbateurs endocriniens repérés comme ayant des impacts sanitaires avérés ou probables, dès lors qu'il existe des solutions scientifiquement reconnues comme moins toxiques.	> Rendre la politique agricole commune plus protectrice et plus réactive, en mettant en place des mécanismes de stabilisation des revenus adaptés à chaque filière (subvention contra-cyclique, régulation de la production…) et en favorisant une agriculture plus respectueuse de l'environnement. > Séparation des activités de conseil aux agriculteurs et de vente des pesticides qui peuvent susciter des conflits d'intérêt.
MÉLENCHON	> Sortir du **diesel**, responsable des particules fines	> Garantir l'autosuffisance alimentaire, la relocalisation et

	> Restauration collective: 100% d'alimentation bio > Plan national de **prévention** des maladies liées à/au(x)**:** - **pollution** - **pesticides,** - **l'alimentation,** - **la souffrance au travail** - **stress.** > Plan national de lutte contre la résistance microbienne en faisant le bilan de l'élevage productiviste. > Sortir des énergies carbonées. > Adopter un plan de développement du ferroutage. > programmes de dépollution des cours d'eau et océans & la création de régies publiques de l'eau au niveau local.	l'agriculture écologique et paysanne. **> Développer l'agriculture biologique,** **> proscrire les pesticides chimiques,** **> instaurer une agriculture diversifiée et écologique (polyculture-élevage, etc.)** **> promouvoir les arbres fruitiers dans les espaces publics.** **> Interdiction des OGM et des pesticides nuisibles (glyphosate, néonicotinoïdes, etc.).** > Favoriser les circuits courts en plafonnant les marges de la grande distribution et interdire les ventes à perte pour les agriculteurs.
LASALLE	**> La sauvegarde de la biodiversité repose en premier lieu sur les communes, les communautés locales.**	
LE PEN	> Interdiction de l'exploitation du **gaz de schiste** tant que des conditions satisfaisantes en matière d'environnement, de sécurité et de santé ne seront pas réunies.	**> Interdiction des OGM au nom du principe de précaution.** > Transformer la Politique Agricole Commune en Politique Agricole Française. Garantir le montant des subventions dont les critères seront fixés par la France et non plus par l'Union européenne, avec l'objectif de sauver et soutenir le modèle français des exploitations familiales.
POUTOU	> Sortir des énergies fossiles. > Instaurer la gratuité des transports en commun de proximité. > Rouvrir les gares et les lignes de chemin de fer, favoriser le fret par le rail et le fleuve. > Interrompre les grands travaux destructeurs de terres	> Retour à une agriculture de proximité, adaptée aux terroirs. > Reconversion de l'agriculture en bio sur 10 ans, ce qui exige d'interdire les intrants chimiques (engrais, pesticides, herbicides, fongicides…). > Suppression des freins réglementaires empêchant les agriculteurs d'utiliser ou d'échanger des semences de ferme.

	agricoles et de milieux naturels. > Interdiction totale des PGM. > Interdiction des OGM sauf en fonction de leur utilité (médicale par exemple), uniquement en milieu confiné.	> Suppression du Catalogue officiel français des espèces et variétés. > Encouragement de la reproduction naturelle plutôt que l'insémination artificielle qui réduit inexorablement la diversité génétique des animaux de ferme.

TABLEAU N°5: Prévention

	Prévention
ARTHAUD	
ASSELINEAU	
CHEMINADE	
DUPONT-AIGNAN	> Rembourser à chaque Français âgé de plus de 40 ans un bilan de santé régulier. > Campagnes de prévention claires sur les dangers en matière alimentaire (lutte contre l'obésité…), en matière de médicamentation (renforcer notamment la pharmacovigilance), dans les gestes de tous les jours (élimination des matériaux toxiques dans les produits de beauté et de ménage…), dans les conduites à risques (tabac, alcool, drogue…).
HAMON	> Plan Alimentation et santé publique: prévention des maladies chroniques, +maladies neurodégénératives + handicaps > Poursuite de la lutte contre les addictions, notamment contre l'alcool et le tabac. > Proposer une politique ambitieuse de prévention en luttant contre l'air pollué et renforcer la vaccination et le dépistage.
FILLON	**> Consultation de prévention longue et gratuite pour tous, tous les deux ans, assurée par des médecins généralistes.** **> Renforcer le rôle des ostéopathes** > Plan santé à l'école dès la maternelle, avec des interventions sur le thème de la nutrition, des addictions, du sommeil… > Systématiser l'étiquetage environnemental, santé et cadre de vie - supprimer le superflu.
LE PEN	> Promouvoir les politiques de prévention pour lutter contre les facteurs de risques connus (alcool, tabac, drogues etc.
LASALLE	
MACRON	> Conduire la « révolution de la prévention » pour passer d'un bon système de soins à un bon système de santé. > Création d'un service sanitaire de 3 mois pour les étudiants en santé pour la prévention dans les écoles et les entreprises.
MÉLENCHON	> prévention et de l'éducation à la santé dès le plus jeune âge:+ de médecine scolaire et la Protection maternelle et infantile. > Imposer un plan de lutte contre les MST +politiques de santé sexuelle et reproductive émancipatrices des personnes.
POUTOU	

Sources

Notre journaliste, afin de mener son enquête, s'est appuyé sur les sources suivantes :

>> Grands quotidiens : Libération, le Monde, les Echos, le Figaro
>> Sites Internet des Candidats
>> Flyers de campagne
>> Livres et discours des candidats

L'IPSN veilleur et lanceur d'alerte

Depuis 5 ans, l'Institut pour la Protection de la Santé Naturelle **suit de près les question de santé en France et au niveau européen**.

Régulièrement nous tirons la sonnette d'alarme grâce à de **grandes pétitions** :

2016 : Contre l'extension de **l'obligation vaccinale à 11 vaccins :** 500 000 pétitionnaires
2015 : Pour le retour d'un **vaccin DTP seul** et sans aluminium : 1 000 000 pétitionnaires
2014 : Pour la défense d'Emmanuel Giboulot, **viticulteur bio** : 800 000 pétitionnaires
2013 : Pour la reconnaissance de la **maladie de Lyme :** 75 000 pétitionnaires
2011 : Défense du droit à **l'usage de plantes médicinales :** 1 000 000 pétitionnaires

Actions de terrain et résultats obtenus

Toutes nos campagnes sont accompagnées d'action de terrain. **Nous menons nos combats jusqu'au bout.**

Voici deux exemples :
Défense du droit de se soigner par les plantes : l'IPSN a créé le Congrès des Herboristes dans le but d'aider à fédérer la filière plantes en France. Les quatre premières éditions ont été organisées par l'IPSN. La 5e édition a eu lieu en 2017.
Dans le sillage de ces congrès sont nées la Fédération des Écoles d'Herboristerie et le syndicat Synaplante (boutiques). Désormais les congrès sont organisés par ces deux institutions.

Vaccin DTP : l'IPSN a lancé et coordonné une requête auprès de la ministre de la santé avec 2300 requérants. Cette requête a abouti au Conseil d'Etat qui a validé notre analyse et notre prise de position. La haute cour a enjoint l'Etat à se mettre en conformité avec la loi et à proposer aux populations un vaccin DTP seul et non l'hexavalent, seul vaccin disponible aujourd'hui.

Nous avons besoin de vous !

Pour soutenir l'IPSN dans ses combats actuels et à venir, vous pouvez l'aider par un don.

Chaque euro que vous nous confierez servira à la recherche, la compilation, l'analyse et la diffusion d'informations de santé de qualité recueillies au gré de rencontres et discussions avec des personnalités bienveillantes et courageuses. Tous ces médecins et thérapeutes passionnés se sont engagés à nos côtés pour diffuser leurs savoirs au plus grand nombre et faire accepter une autre réalité de notre santé !

Aidez-nous à défendre le droit pour chacun de se soigner autrement !